



# Justifier l'aide au développement Le parcours du combattant d'une Péruvienne

*Louisa Cruz,  
jeune ingénieur, nous livre  
une vision très réaliste  
de son expérience  
associative, en milieu  
paysan mais aussi  
en Europe.*

voyaient que le binôme mère/enfant et pas du tout la femme en tant qu'agent économique. La fédération paysanne qui regroupait les producteurs de coton et de riz a même mis en place un secrétariat féminin pour défendre les droits des femmes en son sein. Ce qui a créé un espace privilégié pour obtenir des fonds et travailler à leur formation.

**J'**ai travaillé pendant 13 ans dans une des plus importantes ONG du Pérou, la CIPCA, qui intervenait depuis plus d'une vingtaine d'années déjà dans le domaine du développement. Elle a appuyé les paysans du nord au moment de la réforme agraire, en commençant par l'alphabétisation. Mais une alphabétisation du type éducation populaire avec une idéologie politique liée à la théologie de la libération des pauvres, très spécifique à l'Amérique latine. Je m'occupais de promotion des femmes paysannes à travers une radio qui couvrait tout le nord du Pérou et émettait jusqu'au sud de l'Équateur.

En 1983, on a connu un grand désastre naturel, le phénomène El Niño, avec des pluies torrentielles pendant 6 mois, dans une région pratiquement désertique. Ça a causé d'énormes ravages et les femmes avaient commencé à s'organiser pour pourvoir à l'alimentation des enfants. C'est alors que la CIPCA a pensé utiliser ce germe d'organisation liée à une situation d'urgence, pour sensibiliser les gens sur des questions de développement à long terme. On a donc appuyé les femmes par le biais d'un programme baptisé

'cuisines populaires' et à partir de là on a continué sur la promotion éducative: droits des femmes, projets productifs, etc.

À l'époque il n'y avait pas beaucoup de diagnostics sur la situation des femmes. La CIPCA a développé une recherche sur les apports économiques des paysannes à l'économie familiale, et c'était génial parce qu'on s'est rendu compte de l'invisibilité des activités féminines. Par exemple, les femmes faisaient une boisson à partir du maïs, la 'chicha', dont les revenus étaient toujours pour la maison pendant les périodes où les hommes n'avaient pas d'argent; où les terres étaient en repos avant la campagne agricole suivante ou encore dans l'attente de prêts de la banque de développement agricole. Cette boisson servait donc à subvenir aux besoins de la famille en plus des activités de petit élevage (chèvres, moutons, volailles).

Cette première recherche a déclenché des projets de valorisation de ces activités pour faciliter l'intégration des femmes dans le système économique. Et c'était un progrès important parce que traditionnellement dans leurs programmes, les ONG, les institutions d'État ou même l'UNICEF ne

**«Le discours néo-libéral veut faire croire que tout le monde peut devenir petit entrepreneur et s'en sortir. C'est un grand mensonge mais tout le monde y croit»**

L'Amérique latine est très idéologisée et les organisations et groupements populaires sont marqués par cette tendance. Ce qui fait que les mouvements collectifs avaient à l'époque beaucoup d'impact. Les grèves étaient suivies, les mouvements de rue étaient très forts et les syndicats représentaient un groupe de pression efficace. Par exemple, la Fédération du nord du Pérou avait développé une extraordinaire expérience connue sous le nom de DETECOPIMA. Les paysans avaient décidé de vendre directement leur coton aux pays consommateurs comme les États-Unis, en passant par-dessus les grosses entreprises privées qui contrôlaient ce secteur.

C'était la première fois qu'une telle chose se passait en Amérique latine. Mais c'est malheureusement tombé à l'eau, après un début de réussite, pour diverses raisons.

D'abord il y a eu un frein, peut-être des dirigeants politiques, qui a coïncidé avec l'introduction de la néolibéralisation de l'économie et le recul de la réforme agraire. Les terres exploitées par des coopératives ont été parcellisées dans le cadre de la privatisation; les terrains communaux vendus aux paysans devaient être donnés en garantie aux banques pour emprunter de l'argent et à la moindre catastrophe naturelle, les paysans perdaient tout. Donc ils n'ont pu poursuivre l'expérience comme lorsqu'ils représentaient une force homogène.

Toute cette période qui reconnaissait un poids politique aux questions collectives est maintenant révolue! Depuis les années quatre-vingt-dix, c'est le culte de l'individuel qui prime. Les syndicats se sont affaiblis. De plus, avec tous ces licenciements de travailleurs, les revendications ne trouvent plus autant d'échos. Même pour les fédérations paysannes. Aujourd'hui il y a un discours qui tend à leur faire croire que tout le monde peut devenir petit entrepreneur et s'en sortir. C'est un grand mensonge mais tout le monde y croit. Les paysans s'endettent de plus en plus envers les banques pour financer leurs campagnes agricoles et tombent très vite dans la pauvreté lorsqu'un problème se manifeste: effondrement des cours, catastrophe naturelle. Et l'État n'assure pas toujours la survie des populations les plus faibles.

C'est pourquoi l'aide internationale a beaucoup à faire dans ce domaine, mais à condition qu'elle se pense en termes de partenariat. Certes elle a encore tendance à se distribuer selon une logique de zones d'influences, alors qu'on devrait au contraire privilégier des orientations telles que la solidarité et la durabilité de la planète. Mais on ne peut pas toujours éviter les arrières pensées. On voit par exemple comment la Banque mondiale, après s'être rendue compte par le biais d'études, que les femmes sont plus aptes à rembourser l'argent que les hommes, s'est dit: il faut encourager davantage les crédits pour les femmes parce qu'ainsi l'argent reviendra plus rapidement dans le circuit financier. À partir de ça, ils ont développé tout un

discours sur le développement au féminin. Certes ils l'ont fait dans un but plutôt économique, mais ça a quand même permis de prendre en compte la situation des femmes.

### «Quand on a un projet à financer, on pense automatiquement aux pays du Nord»

En Europe, j'ai eu une expérience tout à fait différente. À Genève, par exemple, j'ai participé à une campagne d'HELVETAS pour conscientiser les gens de la rue à la solidarité au développement. C'était difficile, mais très instructif. Je me sentais parfois comme un témoin de Jéhovah qui frappe à la porte et qui vend des idées, mais des idées qui devaient convaincre les autres. En fait, on se mettait dans certains points de la ville, devant des grands magasins par exemple, et on discutait avec les passants.

C'était intéressant parce que je connaissais l'aide au développement

à travers le travail que j'avais fait au Pérou et les cours sur la coopération que j'avais suivis dans le cadre de mes études d'ingénieur, mais pas du tout à travers la confrontation directe avec les gens qui donnent 60 F suisses par année et qui te disent: «Mais, après tant d'années de développement on continue encore?» Ou bien: «Quel pays s'est développé?».

D'autres répondaient: «Nous sommes retraités, nous gagnons peu. On a besoin d'aide aussi». Ou encore: «Mais à quoi cela sert d'aider? Cet argent sera détourné par des dictatures ou servira à alimenter des guerres». Il y a des jours où j'étais déprimée, face ceux qui te crient dessus: «Je ne veux pas savoir!» ou te regardent avec mépris. Nous avions heureusement des réactions plus positives, comme celle de ce couple âgé: «On n'a pas beaucoup d'argent, mais la seule façon de sortir de notre solitude, c'est de faire un don, tout en sachant que cet argent-là, même si ce n'est pas beaucoup, va aider un projet où les gens du Sud vont s'en sortir. C'est une façon symbolique d'être avec eux». Même s'ils ne donnaient rien, peut-être au moins réfléchissaient-ils sur la question de solidarité entre Nord et Sud.

Cette expérience, plus celle que j'ai eue avec l'ONG espagnole *Manos Unidas*, m'a portée à conclure que la solidarité était en crise. Ainsi, dans la collecte de fonds, c'est très facile d'éveiller la conscience des gens quand il y a une catastrophe, un ouragan ou des inondations. Mais quand on a des arguments tels que: «Avec cet argent on va aider les paysans à développer leurs capacités», c'est bien plus difficile, parce que tu n'as pas un bâtiment à montrer, un hôpital ou des preuves physiques. Alors quand on voit tous ces aspects, entre des gens qui rejettent ce genre de choses et des jeunes prêts à faire du bénévolat et aller au bout du monde pour donner un coup de main sur un projet quelconque, je crois que c'est le point de solidarité où on doit arriver. Ce n'est pas seulement l'argent qui compte, mais aussi d'être attentif à ce qui se passe autour de soi et comprendre les nécessités des gens.



S. Sprague, CMC

**«Au Sud,  
on n'a pas conscience  
de ces difficultés»**

Tout ça fut une révélation pour moi parce que souvent on se dit: Bon on a un projet, on va chercher qui va le financer. Et automatiquement on pense: les pays du Nord. On ne se pose même pas la question de savoir comment ils vont trouver l'argent! En Suisse, par exemple, même si c'est un pays riche, les gens sont assaillis de bulletins de versements de dons dans leurs boîtes aux lettres. À l'époque de Noël, partout dans les bus, les magasins, on les sollicite et à la fin, ils en ont marre. Et ce n'est pas seulement valable pour la Suisse,

mais aussi pour les États-Unis, l'Espagne, la France. Mais quand on est au Sud, on ne regarde pas ce côté-là; on a ce préjugé de croire que dans les pays du Nord, on trouve des fonds partout.

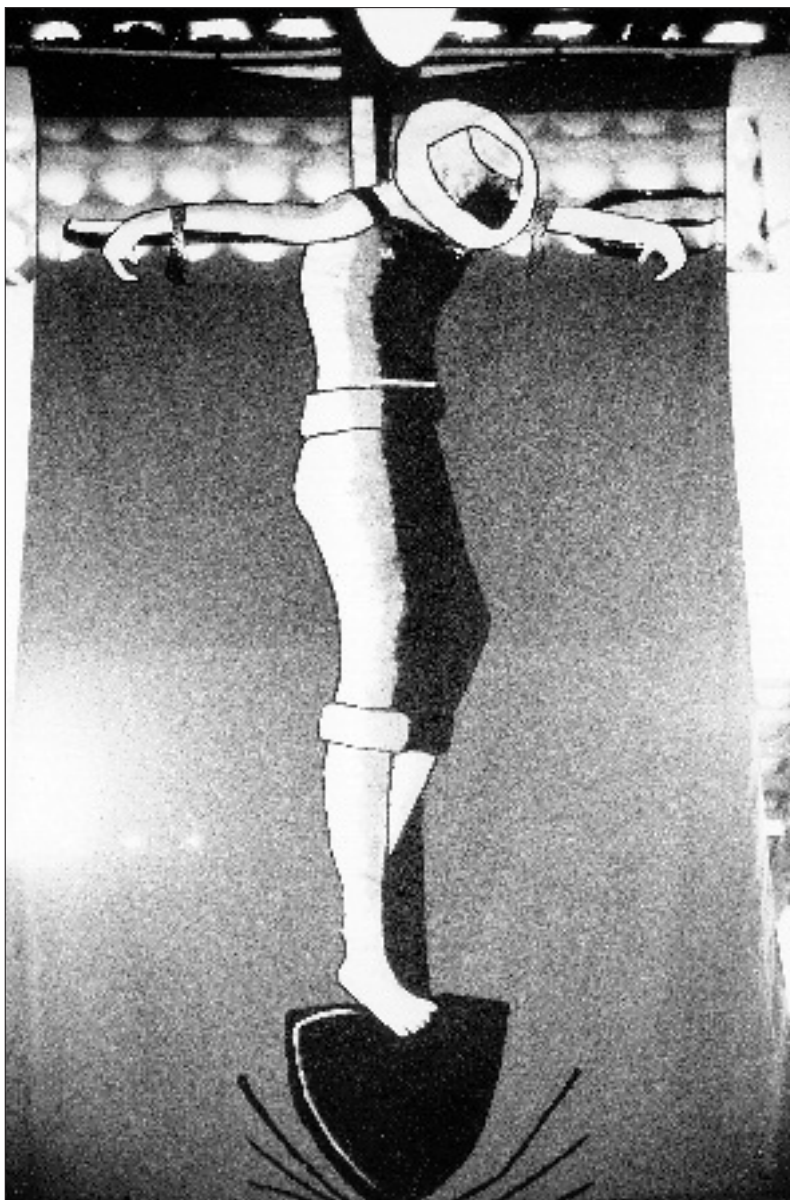
Ce sont des questions qui restent invisibles et qu'on évoque rarement mais dans l'échange Nord/Sud c'est important parce si on veut devenir égaux en partenariat, il faut connaître les processus de part et d'autre et sous tous les angles. C'est un manque d'information mais il faut le connaître pour réagir aux idées préconçues qu'on a sur l'autre. C'est aussi valable pour les préjugés du Nord qui pensent que dans le Sud ils ne vont pas trouver des gens avec

une bonne expérience ou qui en savent plus qu'eux, à cause de leur vision misérabiliste de nos peuples.

Ainsi j'ai apprécié l'expérience qu'on a eue au Pérou avec CARITAS comme partenaire de développement. À première vue, leur approche m'a semblé plus ouverte au terrain. Peut-être est-ce dû au côté spirituel de leur réflexion. Je ne sais pas. Par contre, j'ai vu des partenaires venir avec un air supérieur nous dire: «On va développer une méthodologie très valable pour vous». Le tout sans aucune concertation, sans laisser la moindre opportunité d'enrichir ou de changer cette méthodologie-là. En plus, même si ce canevas n'était pas tout à fait valable, il pouvait être intéressant, mais la façon de l'imposer aux groupes humains ne pouvait pas donner de résultats. Et c'est là qu'on se heurte à des résistances qui ne se seraient pas manifestées si les choses avaient été présentées autrement.

Malgré ça, il ne faut pas se dire: «Parce qu'il y a un conflit on doit le refuser». Si tu refuses aujourd'hui tu vas refuser tout et à la fin tu vas te trouver sans rien et tu ne feras rien. De quoi il s'agit? D'affronter le conflit de la meilleure façon. C'est-à-dire de retourner toutes les questions, de faire des essais, chercher les erreurs. C'est avec des tâtonnements qu'on apprend. Dans le domaine de la coopération, des relations Nord/Sud, des partenariats, il n'y a pas de recette. Il y a des expériences qui vont nous donner quelques références, mais c'est toujours une construction collective nouvelle. Nouvelle, dans la mesure où le temps change, le contexte change, les gens des ONG du Nord et du Sud changent. Le contexte politique régional, national et international bouge aussi. Mais pour que les liens soient plus égaux au sein de la solidarité, le Sud devra prendre ses responsabilités, savoir ce qu'il y a à faire chez lui et en prendre en charge une partie, au lieu de toujours voir le Nord et les ONG du Nord comme les donneurs d'argent. Il faut réfléchir et discuter de tout cela. Je crois que c'est le défi pour l'avenir ■

Propos recueillis par  
**Séverine Benoit, GRAD**



Maurice Lemoine. Cîric

Illustration  
sur la misère  
du paysan  
en Amérique su Sud